

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.973

Effondrement du prix du sucre en Europe

Paul Vergès appelle au rassemblement pour sauver la canne réunionnaise



Les planteurs ont considérablement investi pour augmenter leur productivité. Mais si le sucre produit à La Réunion n'est pas compétitif sur le marché mondial, alors qui achètera la canne à sucre ?

L'évolution actuelle de la situation va s'accroître avec les événements à venir tels que la menace sur la filière canne, la nouvelle route du littoral, la réforme territoriale ainsi que les mouvements de jeunes qui manifestent, a expliqué le sénateur Paul Vergès, lors d'une conférence de presse.

Au cours ce point presse, le sénateur communiste a lancé un appel à la mobilisation de l'ensemble des organisations professionnelles et des syndicats pour peser auprès des élus réunionnais et français afin d'anticiper la disparition des quotas, des prix garantis et de la convention qui va être signée entre les usiniers et les planteurs, et qui devraient voir ces derniers lésés par les prix sur le marché.

Effondrement du prix du sucre de betterave

La filière canne est l'une des principales préoccupations du monde agricole réunionnais et du sénateur Paul Vergès qui a mit en exergue un nouvel événement qui devrait impacter sur la signature prochaine de la convention entre usiniers et planteurs. En effet, « l'effondrement du prix du sucre dû aux conditions du changement climatique, les pluies importantes en Europe et les grandes chaleurs ont entraîné un rendement record du sucre », ayant comme « conséquences un effondrement du prix du sucre de betterave en Europe ».

En dépit d'une hausse de la production pour atteindre 18,4 millions de tonnes l'an dernier, les acheteurs de sucre sont resté inactifs, entraînant une baisse du prix de ce produit, « qui vaut presque deux fois moins qu'en janvier », a indiqué le sénateur. Citant la dépêche ce dernier a pointé du doigt sur : « on dirait une répétition générale de 2017, quand il n'y aura plus de quotas, et que l'Europe pourra produire du sucre sans limites ».

« C'est une révolution dans l'organisation du marché du sucre qui aura des conséquences dans les pays africains qui ne pourront plus être en concurrence », a assuré Paul Vergès. D'autant que « l'objectif des producteurs de sucre de betterave est de concurrencer fortement le Brésil, et espère l'égaliser d'ici 2020 ». Cependant, « les pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifiques considèrent que face à l'évolution de la situation, ils ne pourront pas exporter sur le marché européen », car ce dernier a baissé obligeant les pays, dont l'île Maurice, à redistribuer leurs productions.

Prenant exemple sur Maurice, Paul Vergès a expliqué que l'île avait été contrainte à exporter son sucre dans les pays voisins de l'Océan Indien et d'Afrique orientale. « En fonction de ça, que devient la filière canne à La

Réunion? Pourquoi les élus cachent cette vérité aux planteurs ? », a posé le sénateur.

Les doutes persistent sur l'avenir de la canne

La filière canne est aujourd'hui sur la sellette avec la suppression en 2017 des quotas et prix garantis. En dépit d'une enveloppe de 128 millions évoquée par François Hollande pour pallier le manque, la décision finale d'autoriser le versement de ce fonds reste entre les mains de Bruxelles. « La situation concrète anticipe tous ces rendez-vous », les planteurs doivent signer une convention, valable six ans, avec les industriels. Au cours des six prochaines années « quelle sera la relation entre eux, quand il n'y aura plus de quota ni de prix garantis ? », a évoqué le sénateur.

Pour ce dernier, la situation devrait être plus compliqué, d'autant que « Tereos se fixe sur le prix du sucre » pour conditionner la convention. « Si le prix est rentable sur le plan mondial, il n'y a pas de raison de ne pas acheter de la canne, mais si ce n'est pas rentable, les industriels ne vont pas se ruiner pour sauver les planteurs » a alerté Paul Vergès.

Pour ce dernier, l'effondrement du prix du sucre de betterave est un indi-

cateur important dans les prochaines négociations entre les planteurs réunionnais et les usiniers, car le prix de la canne est généralement fixé en dessous de celui de la betterave, avec une diminution du prix de la betterave, celui de la canne devrait suivre. Raison pour laquelle, de nombreuses inquiétudes persistent sur l'avenir de la filière canne, a expliqué Paul Vergès.

« Je fais un appel aux organisations professionnelles, aux syndicats, à prendre l'initiative de s'adresser à tous les élus réunionnais, les maires des 23 communes ayant une production agricole, le conseil général en charge de l'agriculture, et le conseil régional, responsable de l'économie agricole et de l'aménagement », afin « de leur dire qu'il faut des conditions réunionnaises pour que La Réunion ne connaisse pas l'une des pires crises agricoles, économique et environnementale ».

« Il faut alerter l'opinion et Paris », a assuré Paul Vergès. Ce dernier a souhaité que « les organisations prennent la tête d'un grands mouvement de masse », afin d'éviter à La Réunion de devenir « une île morte », entraînant entre autre la disparition de près de 20.000 emplois directs et indirects.

Céline Tabou



Plus de 20.000 emplois sont menacés. (photo Toniox)

Édito

Les États Unis et la France dévoilent leurs objectifs : détruire le régime de Assad, isoler l'Iran et la Russie

Après l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, on pensait en avoir fini avec le feuilleton d'élimination des gouvernements qui ne plaisent pas aux Occidentaux. Le sort de la Syrie était déjà réglé quand la Russie proposa in extremis une initiative qui ruina l'espoir de la France, sur le point de bombardier le gouvernement syrien. Hollande a même confirmé que la France a fourni des armes au contestataires du gouvernement Assad. Comme pour l'invasion de l'Irak, les accusations anti-syriennes étaient unilatérales et sans fondement. Tout ce scandale se développe en violation des procédures du droit international. L'ONU est débordée.

Depuis, avant hier, l'armée américaine a commencé à bombardier la partie Nord de la Syrie. Cette fois, les Américains montrent ouvertement qu'ils veulent accélérer l'entrée en territoire syrien. Toute la couverture médiatique actuelle est convergente. Un avion syrien est abattu au-dessus du Golan par la chasse Israélienne, un autre par les djihadistes. Une alliance s'est constituée avec les Israéliens, les États Unis, les "rebelles" opposés à Assad et les forces de l'Etat Islamique. Ces dernières avaient quitté la Syrie pour s'installer au Nord de l'Irak. Elles sont maintenant puissamment armées et disposent d'un territoire. Bientôt, Obama trouvera les justifications nécessaires pour envoyer des forces terrestres en renfort.

Il est clair que Obama et la France sont incapables d'éliminer tous les terroristes, jadis leurs alliés. Les conséquences sont trop grandes pour la France et les États Unis si

les djihadistes mettent à exécution leur menace. Ils vont donc leur trouver un endroit où les caser, ainsi que leurs amis résidant en Occident. Obama a même inventé le terme "terroristes modérés" pour qualifier les forces qui ont entrepris de renverser Assad et qui sont armés, soutenus et formés en Arabie Saoudite.

Tout est connu, mais les médias continuent à entretenir la diversion sur les sanctions contre la Russie alors que c'est une tentative de neutraliser la Russie pour qu'elle ne puisse plus jouer un rôle premier dans l'élimination d'Assad. Dans toutes les guerres d'agression, on sait quand ça commence mais on ne sait pas quand ça va s'arrêter.

J.B.

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés
 • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974
 - 1977 : Jean Simon *Mounoussany Amourdom* • 1977 - 1991 :
 Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud •
 Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
 B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
 EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
 SITE WEB : www.temoignages.re

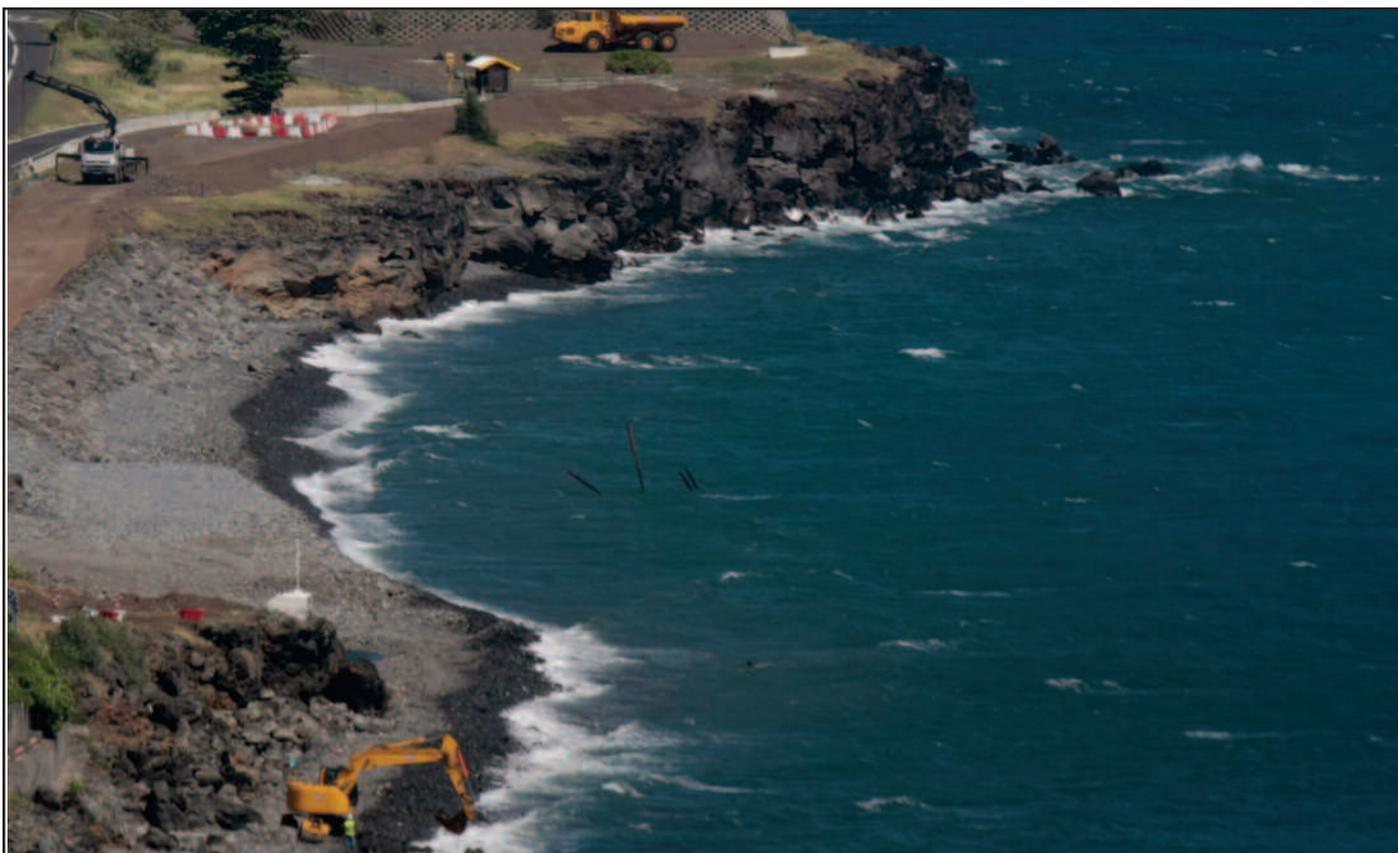
ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
 EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
 avis.temoignages@wanadoo.fr

Révélation d'un nouveau scandale de la route en mer

NRL : la Région va importer des matériaux

Au cours de sa conférence de presse d'hier, le sénateur Paul Vergès, également conseiller régional, a évoqué les travaux de la nouvelle route du littoral, qui demandent 18 millions de tonnes de matières pour construire la digue et les piles du viaduc.



Ici, le projet promet une digue énorme susceptible de porter une route en 6 voies, il faudra 18 millions de tonnes de matériaux. Les quelques galets trouvés ça et là et amoncelés jusqu'ici à grande peine ne suffiront pas. D'où un incroyable scandale en préparation : faire venir des millions de tonnes de galets d'un autre continent.

« Je mets au défi les élus du conseil régional de démentir la rumeur selon laquelle la Région va importer des matériaux pour construire la digue et les piles du viaduc », a annoncé Paul Vergès. D'autant que « le volume nécessaire va remettre en cause l'aménagement physique du territoire, ce qui revient à cette rumeur qu'on va importer des galets de l'extérieur ». Paul Vergès a évoqué les propos tenus par Dominique Fournel, élu de la majorité en charge de la NRL, assurant que des matériaux existent à La Réunion. Cependant, « des contacts ont été pris, des marchés ont été passés sur une importation de matériaux nécessaire à la construction de la digue et des piles du viaduc », a assuré Paul Vergès.

Ce dernier a d'ailleurs précisé que le dossier est « avancé » car « les prix ont été fixés ». Ces prix « proposés dans le marché avec la Région sont dix fois plus élevés que le prix négocié par les entreprises avec les fournisseurs ». Le conseiller régional de l'Alliance a de nouveau répété « je mets au défi la Région de démentir ce que je dis ». Ce dernier a évoqué les dérogations liées aux dégâts environnementaux engendrés par l'importation et le coût de celle-ci.

**207.601 voitures
importées en 6 ans**

« Si cela se fait, cela va être officialisé en 2015 », année durant laquelle la France accueille la grande conférence mondiale sur le Climat (Paris2015) qui doit fixer de nouveaux objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et un modèle économique basé sur les énergies renouvelables. Malgré les intentions en matière de développement durable sur le plan international, La Réunion conserve son modèle aux énergies fossiles. Ainsi entre 2006 et 2012, La Réunion a importé 207.601 voitures. D'ici la livraison de la NRL prévue d'ici 2021, le nombre de voitures importées devraient s'accroître, avec la hausse démographique.

Céline Tabou

Conférence de presse de Paul Vergès

Réforme territoriale inadaptée pour La Réunion

Paul Vergès a affirmé "comprendre la logique du gouvernement" de vouloir mettre en place une réforme territoriale qui "va être essentielle lors de cette mandature". Toutefois, celle-ci aura des conséquences sur La Réunion tant du point de vue géopolitique qu'économique.



Paul Vergès a dénoncé la mise à l'écart des Réunionnais dans la négociation des accords de libre-échange entre l'UE et nos voisins.

Hier en conférence de presse, Paul Vergès a expliqué "la mise en harmonie, c'est logique, de la situation économique industrielle et d'activité de la France par rapport à ses voisins européens". Alors pour pouvoir les concurrencer les pays voisins, la France a décidé de réduire le nombre de régions, de supprimer les conseils généraux et de donner un rôle plus important aux conseils départementaux, afin "d'être compétitif par rap-

port à l'Allemagne, où l'Italie". Cependant, "La Réunion n'est pas dans un environnement européen, géographiquement et économiquement, mais dans une situation totalement nouvelle", a assuré Paul Vergès. Ce dernier a expliqué que cette réforme était dans la continuité historique de la France, après l'esclavage et l'intégration, le système décisionnaire resté le même. "le centralisme parisien et le commerce orienté vers

La fin d'une période

Concernant les mouvements de jeunes qui demandent un emploi, Paul Vergès a assuré qu'il s'agissait "de la fin d'une période, le clientélisme à La Réunion. C'est une tradition maintenue alors qu'aujourd'hui les jeunes la remet en cause. "On n'est qu'au début, ce sont des explosions spontanées", car les jeunes n'oublient pas les promesses faites lors des élections, a expliqué Paul Vergès.

Ce dernier a précisé que cette méthode "typique" se retourne désormais non pas contre l'Etat, compétent en matière d'emploi, mais contre les maires qui ont fait des promesses. Et notamment, suite au "chif-

fre en circulation de 40.000 contrats aidés".

Un chiffre rapidement démenti par Erick Bareigts, députée, qui, en raison des manifestations sporadiques, a assuré qu'il ne s'agissait pas d'emplois d'avenir mais de contrats aidés, "ce sont des emplois qui sont réclamés", a noté Paul Vergès. Ce dernier a indiqué que les manifestations de jeune sont en convergence avec les difficultés rencontrées par la filière canne, l'importation à venir de matériaux pour la NRL et la réforme territoriale. En effet, la politique menée à La Réunion impacte sur l'emploi, l'activité mais aussi l'environnement, le social.

Paris, c'est ce qu'on appelle le colbertisme".

Un modèle qui donne son sens à la loi de 1946, a indiqué le sénateur, qui a évoqué le Traité de Rome de 1957, fondant les relations entre les six pays de l'Union européenne (Allemagne, France, Italie, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas).

Ce texte impose l'intégration de ces six Etats sur les plans économique, social et fiscal, "c'est une première remise en cause historique de l'intégration nationale qui s'étend à l'intégration européenne" et ainsi de suite pour arriver désormais à 28 pays membres de l'UE. A cette intégration européenne, s'ajoute l'intégration internationale avec la mondialisation, qui "modifie la relation avec tous les Etats, pour arriver à la liberté de commerce et de finance".

La Réunion lésée

Cette intégration mondiale se traduit pour La Réunion par les négociations autour des accords de partenariats économiques (APE). Des accords vivement contestés par le sénateur et son parti, le PCR, qui dénoncent la mise à l'écart par l'Etat des élus réunionnais dans des négociations qui concernent en premier lieu La Réunion, voisine des pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique.

Région de l'Union européenne, La Réunion est appelée à s'intégrer dans son espace géographique. Pourtant les Réunionnais sont toujours restés à l'écart des échanges. Alors "comment concilier une intégration dans la zone avec la politique séculaire de la France ?". En effet, les débats actuels sur la réforme territoriale sont destinés à rapprocher la France de ses pays voisins, or La Réunion, située à plus de 10.000 km, ne peut tirer davantage de cette réforme, a expliqué Paul Vergès.

"Ce texte, qui sera appliqué, ne correspond pas aux objectifs de la réforme" territoriale d'intégration, a indiqué le sénateur. Ce dernier a évoqué Serge Letchimy, député de la Martinique et président de Région, qui a demandé à l'Etat des compétences supplémentaires notamment en matière de relation avec les pays de son environnement géoéconomique. Ce dernier Paul Vergès a conclu en affirmant qu'"il faut l'intégration mais l'Etat doit en donner les moyens", d'autant que la Martinique a signé une union de la Caraïbe, alors que pour La Réunion, "le problème reste posé".

Céline Tabou

Samedi à Trois-Bassins

« 1ère Journée de la Transition Citoyenne : Ase gaspiyé, Asé Kozé, Anon Fé »



Femmes solidaires pour l'emploi a présenté l'action de samedi.

Ce samedi, 27 septembre 2014, à Trois-Bassins, L'association FSE (Femmes solidaires pour l'emploi) invite le public à participer à la 1ère Journée de la Transition Citoyenne. Hier à la mairie de Trois-Bassins avait lieu la présentation de cette manifestation en présence du maire de la commune.

Programme

2 parties : une partie animation de l'espace entre la Mairie et l'Eglise ; une partie réflexion avec 2 Conférences.

La partie animation comprend 3 activités principales :

- Les Femmes Solidaires pour l'Emploi exposeront le résultat de leur travaux de création de produits nouveaux qui proviennent de tissus récupérés.
- Nos adhérentes animeront des stands de dégustation de produits pei, fabriqués mains. Venez prendre votre déjeuner sur place. Une contribution sera demandée.
- Plusieurs femmes de l'association veulent profiter de cet instant pour animer « un vide grenier ». Les gens intéressés prendront contact avec...

La deuxième partie sera consacrée à 2 Conférences ouvertes au public.

- Le matin une Conférence portera sur le gaspillage ; plus précisément, sera posée la question « pourquoi autant de gaspillage alimentaire? » « Nous partirons du vécu des participants, c'est à dire nous-mêmes. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons alors que nous le faisons tous, plus ou moins. Notre

démarche relève plus de la prise de conscience citoyenne. Donc ne comptez pas sur nous pour porter un jugement moral ».

- L'après midi, débat sur « l'autosuffisance alimentaire » : les Citoyens responsables doivent s'occuper de « produire ce que nous consommons ». Comment le faire ?

Viens fé ensemble. Assé Koze. C'est cela le contenu de notre slogan : « Asé Gaspiyé, Asé Kozé, Anon Fé ». Le gaspillage peut être transformé en richesse. La prise de conscience du gaspillage nous renvoie à nous-mêmes et à notre façon de vivre. Le gaspillage nous apprend à revenir à une réalité simple : le citoyen doit se prendre en charge. Pour lui, pour son entourage. Asé Kozé. Anon fé ensemble. C'est un appel à la responsabilité. C'est le fil conducteur de la journée ainsi que la conclusion des débats.

Vers 16h00, un premier bilan pour remercier tous les acteurs et tirer les premières leçons.

Ce samedi à Trois-Bassins, Femmes solidaires pour l'emploi invite la population à participer à la première journée de la transition citoyenne. L'association a présenté hier ce projet à la mairie de Trois-Bassins en présence du maire. C'est la première fois que les Réunionnais auront une idée de ce nouveau concept. L'association a tout d'abord expliqué ce qu'est la transition citoyenne. Femmes Solidaires pour l'Emploi appelle les Citoyennes et les Citoyens de la République de prendre des initiatives et de les assumer. Les femmes appellent les pouvoirs publics, les élus, de les accompagner et non de se mettre en travers. « Il faut sortir de la mentalité de l'esclavage, avec un commandement sur notre tête. La transition Citoyenne remet la République sur ses bases : les Citoyens doivent agir et prendre leur responsabilité ».

« C'est pourquoi, je dis d'abord au citoyen, vous devez croire en vous et surtout ne pas reculer sur votre démarche, c'est à vous de prendre le pouvoir, c'est à vous de créer, de décider. Vis-à-vis de ceux qui ont le pouvoir, je dis que les élus et les institutions doivent être au service des citoyens d'où qu'elles viennent », explique Simone Yée Chong Tchi



Un partenariat avec la nouvelle équipe municipale.

Kan. Elle précise que « la 1er journée citoyenne c'est pour dire aux élus, ne jamais se mettre au travers des initiatives citoyennes, travaillons ensemble ». Femmes solidaires pour l'emploi se félicite du partenariat que nous avons su créé avec la nouvelle équipe municipale qui l'accompagne dans la logistique. Elle remercie la municipalité et invite la population à multiplier les initiatives en faveur de l'emploi.

« Aujourd'hui, j'ai une grande fierté de voir ces femmes à l'œuvre, créatrices de leur propre emploi mais aussi des femmes qui font la

démonstration qu'elles sont capables si on leur donne les moyens, si on les accompagne », souligne Simone Yée Chong Tchi Kan. « Aujourd'hui, ces femmes créent, produisent et vendent. Ce sont des femmes inventives, j'invite les gens, la population de Trois-Bassins à venir voir leurs réalisations, voir leurs créations le 27 septembre ».

Femmes solidaires pour l'emploi rappelle que pour cette manifestation, l'organisation n'a pas demandé de subvention. Tout repose donc sur la solidarité. Rendez-vous est pris pour samedi à Trois-Bassins.

Femmes Solidaires pour l'Emploi

En 2009, des personnes au chômage sont venues parler de leur situation à Simone Yée Chong Tchi Kan. Elle a alors organisé des ateliers de réflexion, « plusieurs pistes ont été avancées mais nous nous sommes arrêtée au projet de recyclage des vêtements et objets. Déclat solidarité Krénos est la structure porteuse du projet : « atelier d'art créatif » Nous avons obtenus du département 15 contrats pour amorcer l'initiative ; deux dépendant du Pôle Emploi ont pu être concrétisés. Les autres contrats gérés par le Département, ceux des 13 femmes, sont bloqués à la dernière minute ! Les 13 femmes ont vu leur contrat s'envoler, (pour reprendre le titre d'un journal local)- les élus de la mairie sont visés dans cette affaire à l'époque.

« Nous avons créé l'Association FSE « Femmes Solidaires pour l'Emploi » pour résister : j'ai été traduite par l'ex maire et sa 1ere adjointe au tribunal pour me faire taire », rappelle Simone Yée Chong Tchi Kan. « 2 ans de combat que j'ai mené avec les femmes. Nous avons résisté à la pression politique de tous bords car le pouvoir soutient le pouvoir. Les associations féminines sont restées muettes. La justice m'a donné raison une 1ère fois en Mars 2013 et une 2ème fois en Novembre 2013. Par contre, beaucoup de Citoyennes et de Citoyens nous ont spontanément apporté leur soutien. Je les remercie beaucoup. Grâce à elles et à eux, nous avons été obligé de progresser ».

Déclaration de la section PCR de Saint-Paul

N'avons-nous tant voté que pour cette infamie ?

La section PCR de Saint-Paul dénonce l'attitude des deux députés de la commune, Huguette Bello et Thierry Robert. Les communistes de Saint-Paul estiment que la confiance est trahie

En 2012, les électeurs saint-paulois de la 2ème circonscription législative ont voté à 69,55% pour Huguette Bello. Ceux de la 7ème circonscription ont voté à 71,06% pour Thierry Robert. Une expression nette, précise, sans équivoque, en faveur de deux personnalités médiatiques, célèbres pour leurs prises de position fermes et tranchées. Ce mardi 16 septembre 2014, à l'Assemblée Nationale, Monsieur le Premier Ministre Manuel Valls a sollicité la confiance des députés à l'égard à la politique que son deuxième gouvernement entend conduire.

Pour cet exercice, seuls les votes "pour" et "contre" sont valables. On le comprend : le vote de confiance est un acte essentiel de la démocratie parlementaire. Les députés qui "ne se prononcent pas" sont considérés comme "non votant". Un choix doit être fait. Significatif et décisif pour le quotidien des citoyens.

C'est ce qu'ont fait 5 députés réunionnais sur 7. Les 2 seuls députés qui ont refusé de choisir, sont ceux de Saint-Paul. Contrairement à 89% de leurs collègues de l'Assemblée, ni Huguette Bello, ni Thierry Robert n'a réussi à choisir entre "pour" et "contre" !

L'une se dit être "sur la réserve" dans l'attente de l'action gouvernementale ; l'autre dit "ne pas vouloir rajouter à la crise". On comprend surtout qu'ils savent devoir voter "contre", mais préfèrent ménager leurs intérêts auprès du gouvernement. Il aurait été pourtant plus légitime de se montrer solidaire, au moins, des 7 saint-paulois sur 10 qui leur avaient accordé leur confiance, pour les défendre précisément face au genre de politiques que mène ce gouvernement !

Après l'oubli des promesses présidentielles, après l'in vraisemblable virage libéral du gouvernement, voilà les Saint-Paulois abandonnés par leurs deux députés. Pourquoi tant de mépris pour le vote des Saint-Paulois ? N'avons-nous tant voté que pour cette infamie ?

Hélas, ces abstentions parlementaires viennent confirmer la crainte que la section communiste de Saint-Paul exprimait dans son communiqué de mardi dernier : "la confiance trahie".

Déclaration adoptée le Bureau de Section réuni le lundi 22 septembre 2014.
Pour la section communiste de Saint-Paul,
Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan, Secrétaire.

Oté !

Li san pi son kor sou la paye!

Kisa noré pi majiné La Rényon té apré fons tèt bésé dann malizé konmsa? Dés-èrtin té i di, mé moin lé a dmandé si zot mèm téi kroi pou vréman sak zot té i di, sansa té pou donn solman manjé la lang. Touléka, bann gran zournal épi bann télé, bann fèzèr l'opinyon la zamé pran o sèryé bann l'avèrtisman. La prèv, zot té i mank pa dir lo parti kominis i pass son tan pou anons la katastrof. Paul Vergès té pli vizé ké lé zot, konm dabitid... Pass la dsi, mé zordi, l'èrk tout bann klignotan lé dann rouj, l'èrk lo dézéspoir l'aprè kapar la mazorité d'moun kosa zot i sava trouv ankòr konm pomad pou andor lo boubou? Pou anéstézyé ali? Z'ot mazinasyon lé for pou sa.

Yèr soir, pou rant mon kaz, moin té apré fé in slalome rant bann déshé fané par isi par laba. Moin té apré domandé si in kamion déshé l'avé pa bène dann shomin par érèr... Poitan vi lo nonm polis l'avé, té fasil Pou konprann lété pa... Lété in maniféstasyon an plis. Bann manifèstasion k'i arète pa dopi ké mésyé Fransoi la vni fé la provokasion La Rényon, dopi ké pou nout péi osi li la mète ali dann kan lo non-dévolpman, dopi ké lo sèl rouvèrtir ké li la propoz bann shomèr sé in l'anjou prékèr- la lang la poin lo zo!-, in zanr z'afèr ou i rant dodan épi momandoné ou i oi shomin i arète d'in kou dovan ou. In l'inpas si zot i vé!.. Par l'fèt, mi sort lir dann nout zournal in sindikalis i di donn toujour karant mil ti kontra an aspéran ké dann troizan bann jenn va gingn in travay dirab...Kèl travay dirab si lo péi i dévolp pa?

Moin, pèrsonèl, mi pans na poin in rouvèrtir si na poin in dévolpman pou nout péi. Dévolpman? Sa la pa in mo, sa in réalité, no téi sar touch avèk nout doi, nou téi sar rant anndan kan dann l'ané 2010, bann sosyalis la donn la réjyon Didier Robert... Tram trin, rout litoral, mcur, l'otonomi énjèrjètik, lotosifizans alimantèr, la kopérasion réjyonal... Tousa la lété an marsh é lo parti sosyalis la done la min pou kasé. Mé lo bann l'idé lé pa mor! Konm di lo kont, lo grin i domann arienk pou jèrmé, lo plant i domann arienk pou pousé, li san pi son kor sou la paye.

Justin

NB in léspréyion pou la rout. "li san pi son kor". Sa i di kan ou na plin lénèrzi dann out kor. Lo kor i domann pou kasé! Ou i koné pi out limit. L'instin konsèrvasyon mèm i zoué pi son rol. Sé pi la tèt k'i komann sé lo kouran k'i pass dan ou... Mi sort rouv lo liv Daniel Honoré "somi lo mo" é moin l atrov plis dé paz dsi lo mo "kor". Sé dir si na zafèr poudi la dsi. Donk, mi éstop tèrta, mi domann azot fé travay zot koko la dsi. La matyèr griz i domann arienk pou rant an révolisyon.